

LE TEMPS

Bientôt une nouvelle crise des *subprimes*

OPINION / ABONNÉ

OPINION. Le monde est assis sur une montagne de dettes. Comme l'a montré une première série de faillites bancaires, la remontée des taux d'intérêt fait peser un risque substantiel sur l'économie mondiale.

Jerome Powell, président du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis, à Washington, le 3 mai 2023. — © IMAGO/Liu Jie/Xinhua

Par Didier Maurin, spécialiste en investissement et président de Katleya Advisor SA – 08.05.2023



En 2007-2008, la crise des subprimes avait conduit nombre d'États et de banques dans une situation de quasi-faillite, ce qui a amené les banques centrales, comme plus tard avec la pandémie de Covid-19, à injecter des centaines de milliards dans le système bancaire afin que la crise ne débouche pas sur un désastre mondial.

C'était l'époque de la faillite de Lehman Brothers, de la Northern Rock et de celle d'AIG (American International Group), première compagnie d'assurances américaine à l'époque, que les sénateurs américains ne voudront pas sauver.

Or, voici que seize années plus tard, la crise reparaît avec les faillites récentes de la SVB (Silicon Valley Bank) en Californie, de plusieurs banques régionales américaines, de Credit Suisse, et de la compagnie d'assurances vie italienne Eurovita.

Ce n'est qu'un début. Notre monde actuel croule sous les dettes, notamment en dettes d'États, avec un total jusqu'alors jamais atteint de 300 000 milliards de dollars; un chiffre qui ne signifie rien parce que non représentatif pour qui que ce soit, exception faite qu'il est de nature gigantesque.

Le problème, cependant, c'est que l'essentiel de cette dette est coté en bourse car elle est émise sous forme d'obligations. Lorsque les gouverneurs de nos banques centrales relèvent leur taux, personne ne veut plus racheter de titres émis à 0,8% si on en trouve à 2,5% actuellement.

Ce phénomène a acculé la banque californienne SVB à la faillite car nombre de ses clients ont exigé soudainement, à la suite de rumeurs, le retrait de leurs fonds à hauteur de 42 milliards de dollars pour la seule journée du 9 mars. La banque a dû liquider précipitamment une grande partie de son portefeuille d'obligations, qui subissait d'ores et déjà une forte décote, lui occasionnant une perte de 1,8 milliard de dollars qui lui a été fatale.

De ce fait, la SVB n'a pas mis trois jours pour faire faillite, ce qui laisse sujet à caution toutes les assurances politiques assurant que nous ne risquons rien et que la situation est stable.

En réalité, le contexte actuel rappelle bien davantage les événements qui prévalaient en France lorsque la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl a explosé. A cette époque, les ministres français avaient tous juré que la France n'était pas menacée car le nuage radioactif s'était arrêté à la frontière!

De fait, que risque-t-il d'arriver maintenant?

Comme pour la SVB, le risque d'un bank run [ndlr: d'une panique bancaire], comme le précisent les Anglo-Saxons, où sous l'effet de rumeurs fictives ou justifiées, de nombreuses personnes se précipitent dans leur banque pour récupérer leur argent. Exception faite que comme dans le cas des subprimes de 2007, l'échelle ici sera internationale.

Jusqu'à présent, le quantitative easing des banques centrales, à savoir l'impression de milliers de milliards de papier-monnaie, a généré de l'inflation et quelques dévaluations, surtout avec l'épidémie de Covid-19. Avec la remontée des taux d'intérêt exercée par les gouverneurs pour soi-disant lutter contre l'inflation, les 300 000 milliards de dollars de dette mondiale cumulée auront cependant un impact catastrophique au moindre effet de panique populaire, par effet de domino.



Risque de conflit social

Dans un pays comme la France, déjà fragilisée par ses crises sociales, son industrie en déclin et ses 8000 milliards d'euros de dette incluant le hors-bilan, les conséquences seront dévastatrices. A la suite de bien des hausses de prix dans les supermarchés, une nouvelle crise des «subprimes» [«crédits pourris», ndlr] pourrait provoquer de façon soudaine une perte de pouvoir d'achat de 30%.

Alors que dans l'Hexagone, le traditionnel débat «droite-gauche» a d'ores et déjà été remplacé par une confrontation «extrême droite – extrême gauche», le climat politique deviendra encore plus violent, risquant même de dérapier en grave conflit social.

Cette situation nous rappelle qu'il est toujours dangereux de dégrader les conditions économiques, comme ce fut le cas avec le Covid-19 et ses confinements. De même qu'il est très risqué de s'endetter outre mesure, comme beaucoup d'Etats l'ont fait, en pensant qu'il ne faudra jamais rembourser ces emprunts.

Tout a un prix, que ce soit celui de la productivité ou celui de la dette cotée en bourse. Par ailleurs, lorsque les hommes se rendent soudainement compte que le verre qu'ils voyaient jusqu'alors à moitié plein est en réalité à moitié vide, la situation économique mondiale change très vite parce que la perception des choses change.

Un jour, dans un théâtre, quelqu'un a crié «au feu», ce qui a provoqué une panique causant de nombreux morts alors même que personne n'avait craqué la moindre allumette. Dans notre monde surendetté, quiconque crierait de la même façon demain pourrait avoir un impact beaucoup plus dévastateur.